

**A MONSIEUR EMMANUEL MACRON,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,
CO-PRESIDENT DE LA CONFERENCE DE PAIX DE PARIS DE 1991 SUR LE
CAMBODGE,**

Palais de l'Élysée,
55, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, France

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Nous, les représentants de la communauté cambodgienne en France et en Europe, sommes réunis le 9 septembre 2017 à l'Esplanade des droits de l'homme à Paris, pour manifester notre profonde inquiétude et notre colère

**CONTRE LES AGISSEMENTS DICTATORIAUX DU PREMIER MINISTRE
CAMBODGIEN, M. HUN SEN ET SON PARTI, EN VIOLATION DELIBEREE DES
ACCORDS DE PAIX DE PARIS SUR LE CAMBODGE DU 23 OCTOBRE 1991,
METTANT EN GRAND DANGER L'AVENIR DE CE PAYS ET SON PEUPLE.**

En effet,

Depuis son coup d'Etat sanglant du 5 juillet 1997 destituant son co-Premier Ministre Norodom Ranariddh, M. Hun Sen décréta une panoplie de lois et règlements pour restreindre les droits et libertés publiques des opposants et des mécontents de son pouvoir et museler toutes critiques contre son royal Gouvernement, afin d'installer sa dictature et justifier sa répression.

Dès 2014, après son échec cuisant aux élections générales de juillet 2013, il fit interdire toutes manifestations publiques de l'Opposition, de syndicats indépendants et de protestataires défendant droits et leurs biens ; il a fait tirer par ses militaires sur les ouvriers manifestants, et jeter en prison des opposants, accusés d'être des auteurs de troubles intérieures, de tentative d'insurrection, de sécession du pays.

En 2016 et 2017, dans la perspective des prochaines élections de juillet 2018, M. Hun Sen, son Parti et ses militaires n'ont cessé de branler publiquement la menace de l'explosion d'une guerre civile ou d'un coup de force de leurs Généraux de l'Armée et de la Police, si leur Parti venait à perdre ces élections.

Et, dernièrement, pour justifier son indispensable maintien au pouvoir, M. Hun Sen a trouvé une soi-disant plus grande menace encore, venant d'une "puissance étrangère", les Etats-Unis d'Amérique, de le renverser et de détruire la stabilité du Cambodge, avec "la complicité de Kem Sokha", sur des accusations totalement sans fondements. M. Kem Sokha, député et Président du principal Parti d'opposition, a été arrêté à son domicile, en pleine nuit du 2 au 3 septembre, lors d'un raid d'une centaine de commandos de la Police... En même temps, les journalistes et les médias indépendants sont assiégés, réduits à un silence total.

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Depuis 20 ans et aujourd'hui encore, de grandes organisations humanitaires internationales, des représentants de l'ONU, des Parlementaires d'Europe et d'Asie du Sud-est ont constaté et dénoncé le régime dictatorial, archi-corrompu et oppressif

de M. Hun Sen, un ancien Commandant des Khmers-Rouges, et son Parti, qui n'ont cessé et ne cessent de violer sans scrupules les droits fondamentaux de l'homme, la Constitution du pays et les principes de la démocratie pluraliste. Le peuple cambodgien vit de nouveau sous la menace constante de tuerie et de guerre intérieure ou extérieure voulue par ses propres "dirigeants".

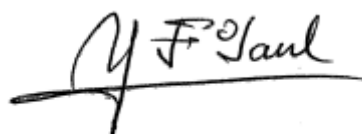
Pour ces raisons,

NOUS VOUS PRIONS INSTAMMENT, MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, en votre éminente qualité de Co-Président des Accords de Paix de Paris sur le Cambodge de 1991, de bien vouloir examiner l'opportunité de créer d'urgence une Commission Internationale de Contrôle de l'Application de ces Accords pour obliger M. Hun Sen et son Parti à cesser ces agissements criminels contre le peuple cambodgien, à libérer immédiatement et sans condition et à les réhabiliter dans leur dignité, M. Kem Sokha et tous les autres prisonniers politiques, à rétablir les libertés d'opinion et de presse, à revenir, en fait, à leur propre engagement au respect consciencieux des dispositions desdits Accords de Paris.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, les assurances de notre haute et respectueuse considération.

Fait à Paris, le 9 septembre 2017

Le Représentant des Manifestants,



M. François-Paul YUN

M. François-Paul YUN
 Association Solidarité Khmère
 4, rue de la Chapelle
 75018 Paris
 Tél : +33 6 81 46 29 08
 e_mail : francois.yfp@gmail.com

Les Associations signataires :

- 1- Mr. SEAN Peng Sè : Président
 Comité des Frontières du Cambodge (CFC/CBC)
 C/o M. SEAN, 6 Allée des Frênes, 77420 Champs-sur-Marne, France
- 2- Mr DOUC Rasy : Président
 la Ligue Cambodgienne des Droits de l'Homme et du Citoyen (LCDHC).
 5, place Gabriel Fauré 94510 La Queue-en-Brie France
- 3- Mr. HY Panhavuth : Président
 l'Association pour le Développement social au Cambodge (ADSC)
 8 Rue de L'Antenne 95140 Garges Lès Gonesse France
- 4- Mr. SOK Dyvathan : Secrétaire Général
 Association Lotus Khmer
 4 rue de la Tour d'Auvergne, 77185 Lognes France
- 5- Mr. PEN Vano : Président
 Association Action pour la Démocratie Participative au CAMBODGE.(A.D.P.C)
 25, Avenue de la Liberte 93420 Villepinte France